

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
15 au 21 mai 1997



10,00 F

(re)construire le projet social

TANDIS QUE LA BOURGEOISIE mondaine s'éclate à Cannes avant de rallier Rolland-Garros avec son cortège de badauds affriolés qui, en deux ans de travail, au moins, ne pourront pas se payer l'équivalent d'une semaine d'hôtel au Carlton, la campagne électorale remplit toutes ses promesses: celles du vide abyssal, qui nous cache malheureusement les futures politiques d'austérité. L'extension mondiale du capital réclame toujours plus de victimes. Y croirait-on toujours que les hommes (et femmes) politiques, et encore le voudraient-ils bien, sont quasi impuissants face au

puvoir économique. En 1992, le fameux Georges Soros, le spéculateur qui se prétend humaniste et soucieux d'un capitalisme moins sauvage, a joué au poker avec John Major, le premier ministre britannique d'alors. Et il a gagné. En spéculant, il a fait sortir le livre sterling du serpent monétaire européen, et il a gagné un milliard de dollars en une semaine. Il y a quelques mois, en février 1996, le même Soros est venu prêter main forte à un certain Sakakibara, surnommé « Monsieur Yen ». Au cours d'une rencontre au Japan Press Club à Tokyo, Sakakibara s'est arrangé pour que Soros déclare que le yen était trop haut. Aussitôt, la monnaie japonaise a chuté de 5%. Un peu de baratin à la baisse de la part de grands manitous, et hop, les cambistes marchent dans la combine! Chaque jour, l'équivalent du produit national brut français s'échange sur les marchés financiers mondiaux. Bien sûr, cette écume financière et spéculative ne doit pas masquer la formidable croissance de la production assurée par une classe ouvrière toujours plus nombreuse dans le monde — du simple manoeuvre au technicien-informaticien en passant par le camionneur, le cheminot ou l'ins-

tituteur.



posé accélérée après 1936 et la deuxième guerre mondiale. La décomposition du système dit soviétique lui ouvre indéniablement de nouvelles portes mais la nature politique, qui comme ailleurs a horreur du vide, ne lui laisse pas la place *ipso facto*. Pour le moment, c'est le fascisme, néo ou post, le fondamentalisme, le cléricisme (islamisme, catholicisme...), voire le nationalisme-révolutionnaire (certains pays de l'est ou d'Amérique latine), qui ont le vent en poupe. Le mouvement anarchiste ne pourra donc pas faire l'économie de deux réflexions:

Le mouvement anarchiste est un tournant historique. Il sort de près d'un siècle de marginalisation progressive, d'autres composantes du mouvement social:

- le relâchement organisationnel ou, au contraire, la réponse autoritaire vis-à-vis du succès bolchevique de 1917 n'ont-ils pas obéré la nécessité d'une organisation anarchiste forte, cohérente, structurée?
- le grand front républicain anti-fasciste, qui a permis aux anarcho-syndicalistes d'accomplir en Espagne la plus grande avancée sociale connue de l'humanité, mais qui les a aussi conduit dans les fauteuils ministériels alors que partout ailleurs le prolétariat avait été maté, n'est-il pas le piège qui demande aux anarchistes une grande vigilance et une redoutable dialectique pour éviter d'être phagocité sans pour autant renoncer à combattre la bête immonde?

Depuis le milieu du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, les formes de l'État ont beaucoup changé. Contrairement à

l'époque de Bakounine, Kropotkine, voire même de Malatesta, l'État s'est considérablement infiltré dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle. Il n'est plus seulement le bâton-gendarme d'une bourgeoisie qui ferait pendant ce temps ses petites affaires. Plusieurs décennies de réformisme, et sans que ce mot soit nécessairement péjoratif car les exploités préfèrent légitimement un petit mieux, même à court terme, que rien du tout, ont canalisé les revendications et les demi-solutions vers la puissance publique, avec toutes les contradictions que cela comporte: dans la santé, les retraites, le transport, l'urbanisme, l'économie.

Plus récemment encore, l'État a perdu de sa superbe jacobine pour descendre au plus près de la population, des communes et des cantons. Mener une vie sociale et politique sans lui devient extrêmement difficile, sinon impossible. Et les expériences « alternatives » qui ont tenté d'y échapper se sont retrouvées là où précisément le pouvoir voulait qu'elles soient: dans la marge, sans réelle portée sociale, sans influence, voire avec une image de repoussoir ou, l'un n'empêche pas l'autre, en accueillant tous les désaxés fabriqués par la société capitaliste inhumaine.

Ce triple phénomène, restructuration de l'État, intégration structurelle du réformisme, dissolution des alternatives marxistes-léninistes ou écolo-babas, pose un véritable défi au mouvement anarchiste, d'autant que dans chaque lieu et chaque pays la situation peut varier. Ce qui se passe en Espagne n'est pas la même chose qu'en France, ne serait-ce que par l'histoire de chaque mouvement ouvrier.

Malgré tout, le mouvement anarchiste dispose de plusieurs atouts. En France, il s'est renforcé depuis une quinzaine d'années. Dans chaque pays, il se reconstruit ou se forme. Son principe internationaliste ou a-nationaliste est

intact. Là où un travail de terrain a été mené avec constance, abnégation, sans démagogie ni sectarisme, les fruits commencent à germer. Les anarchistes recueillent une certaine considération, voire une légitimité... Il reste à comparer nos expériences dans chaque lieu, sans dogmatisme. Toutefois, quelques principes semblent se dégager:

- la participation à des collectifs ou des inter-organisations est essentielle, mais elle ne doit pas être une fin en soi; la difficulté est de maîtriser le cheminement, voire l'arrêt éventuel; autant que les objectifs, la pratique (transparence, respect des mandats, honnêteté...) est fondamentale, elle doit être exemplaire;
- le « label politique » fort ne doit pas nous faire peur; si certains peuvent s'en méfier, d'autres l'exigent et sont en attente d'un projet politique global solide, et d'une organisation qui va avec; l'expérience de mouvement comme « Ras l'Front » ou, auparavant, comme les SCALP, confirme qu'un profil bas peut attirer du monde mais que ce n'est pas un gage de succès, y compris sur les objectifs propres;
- la polémique organisation spécifique-organisation de masse est un faux débat; l'existence d'un mouvement ouvrier plus ou moins organisé de lui-même, mais aussi l'existence d'une organisation qui se réclame explicitement de l'anarchisme sont deux faits, deux besoins, constam-

Une avancée anarchiste relative

Malgré tout, le mouvement anarchiste dispose de plusieurs atouts. En France, il s'est renforcé depuis une quinzaine d'années. Dans chaque pays, il se reconstruit ou se forme. Son principe internationaliste ou a-nationaliste est

EDITORIAL

Lorsque certains d'entre vous liront ces lignes, la Fédération anarchiste sera réunie en congrès à Rennes. Pendant trois jours, du 17 au 19 mai, nous établirons le bilan de l'année écoulée et nous préparons à douze autres mois de lutte.

Et l'année à venir semble particulièrement placée sous le signe de la lutte. Il apparaît clairement que le pouvoir veut accélérer le rythme de notre soumission: qu'il prenne l'apparence sévère d'une « droite » dure (UDF, RPR, FN) ou le visage plus débonnaire d'une « gauche » renouvelée (Verts, PS, PC, LCR, LO). Les uns et les autres ont disposé localement ou non des outils du pouvoir et tous se sont montrés incapables à améliorer les conditions de notre vie. Quand bien même ils s'en seraient sérieusement préoccupés, ils n'auraient pas pu nous offrir ce qu'ils ne possèdent pas: notre liberté.

Cinq ans. Depuis le temps qu'on nous promet de ramener la durée du mandat présidentiel français à cinq ans, plus de seize années ont passé. Certains, pensant que cette promesse n'était plus suffisamment porteuses, nous assurent que tous les mandats électifs seraient ramenés à cinq années.

Et, cette fois encore, des personnes supposées dotées d'intelligence, vont tomber dans ce piège et donner leurs voix aux démagogues du quinquennat. Pourquoi? Qu'est-ce que ça change cinq, sept, quatre ou n'importe quel autre chiffre? Le problème n'est pas quantitatif mais qualitatif. Si un individu fait bien son travail pendant mille ans, eh bien! qu'on le mandate pour dix siècles! S'il défaille après trois heures, qu'on ne le charge pas plus longtemps. Pas de problème! c'est le résultat qui peut réguler les durées... Quelle absurdité de vouloir fixer à l'avance la durée nécessaire à un homme ou à une femme pour faire le travail qu'on lui demandera! De toute façon, dans le cas des politiques, ce sont eux-mêmes qui se le proposent, ce travail! Alors, à quoi bon se préoccuper de ces zozos qui ne régneront que si nous continuons de leur en accorder le droit.

Le Monde libertaire en procès

Déjà plus de 2 000 « cartes-pétitions » reçues en solidarité avec le Monde libertaire

Cette carte postale est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

4,50 F les 10 exemplaires; 8 F les 50 (frais de port compris)

Procès Monde libertaire-Debré le 12 juin 1997

Quelle alternative ?

Il est clair que la gauche, même acoquinée des écologistes qui ont le culot de signer un pacte de non-agression avec les sociaux alors qu'ils nous disent qu'il faut faire un bilan critique du mitterrandisme, n'a aucune réponse d'envergure à apporter. Il est non moins clair

ISSN 0026-9433 - N° 1084

M 2137 - 1084 - 10,00 F



FOP 2520



L'Italie et le terrorisme

DEPUIS PLUS D'UN MOIS, suite à la découverte de documents abandonnés par les services secrets, l'État italien se trouve confronté à son vieux démon: le terrorisme. Ainsi, ce que nous savions depuis le début, le massacre de la Piazza Fontana à Milan, le 12 décembre 1969, causant la mort de 17 per-

sonnes et 88 blessés, était l'œuvre des services secrets italiens. Cet attentat meurtrier, parmi d'autres perpétrés à l'époque, et qui fut attribué aux anarchistes, fut «pensé à un haut niveau» comme le confirme le témoignage d'un militaire, le général Nicola Falte, mort il y a un an. Cette stratégie, classée dans les «affaires réservées» de l'État italien,

orchestrée par les services secrets militaires (SID) entendait créer une situation de chaos, propice à un coup d'État. Selon ces mêmes documents, les liens entre services spéciaux, hommes d'affaires et groupes néo-fascistes sont évidents. Selon le juge Salvini chargé de l'enquête pour le compte de la commission parlementaire mise en place afin d'éviter un nouveau scandale, «Pour la Piazza Fontana, l'État savait» (*La Repubblica*, 30 avril 1997). Ainsi, après plus de 25 ans de négation de la part des gouvernements successifs, il se vérifie ce que les anarchistes dénoncent au cours de campagnes de solidarité envers nos camarades emprisonnés, paya de sa personne sa dénonciation du massacre d'État. Il fut défenestré du commissariat de police, le 15 décembre soit trois jours après l'attentat de Milan.

Pourquoi les anarchistes ?

Selon les déclarations écrites d'un repenti néo-fasciste employé par les services spéciaux, les anarchistes faisaient de bons coupables. «On me faisait clairement entendre que les anarchistes n'avaient rien à voir et qu'ils avaient été pris comme boucs émissaires de cette situation grâce au fait que par leurs antécédents de jeteurs de bombes, une accusation de ce genre serait crédible, mais qu'en réalité les attentats de Milan et de Rome avaient été pensés et commissionnés en haut lieu» (*La Repubblica*, 30 avril 1997). Toujours selon cette enquête, une police parallèle constituée par des forces militaires serait à l'origine de cette stratégie. Ce qui expliquerait les différents complots découverts ces

dernières années (Gladio, loge maçonnique P2...).

Nouvelle manipulation ?

Quelques jours après ces ultimes révélations de la presse confirmant la nature terroriste de l'État italien, le 25 avril, jour anniversaire de la libération du joug fasciste, et précédé de peu les élections municipales, un pétard mouillé brisait une fenêtre de la mairie de Milan. La presse s'emparait de cette affaire pour détourner ses lecteurs des massacres d'État et désignait à partir d'une dépêche fournie par les enquêteurs de police, le coupable: «c'est une anarchiste» (*La Repubblica*, 30 avril 1997). Il s'agirait du groupe Azione Revolutionaria, groupe anarchiste disparu à la fin des années 70. Le juge d'instruction chargé de cette affaire contre la Mairie de Milan, démentait aussitôt, indiquant qu'une «fuite» «serait due aux carabinieri de Rome» (*La Repubblica*, 30 avril 1997).

Une revendication parvenait néanmoins le 1^{er} Mai à *Radio popolare* de Milan, où ledit groupe s'attribuait l'action en question (*La Stampa*, 1^{er} Mai 1997). Selon le directeur de *Radio popolare*, radio animée par des ex-gauchistes, «M'étant informé auprès de quelques amis anarchistes, leurs témoignages concordent: tous se sont montrés sceptiques» (*Corriere della Sera*, 1^{er} Mai 1997). Si, depuis, la police italienne a déployé tous ses efforts, en vain, pour retrouver les véritables auteurs de cette opération, un silence total est tombé sur cette affaire, la presse ayant par ailleurs abandonné toute investigation sur

les massacres d'État. Élections oblige...

La face cachée du gouvernement de gauche

Ainsi, une fois de plus, il semble que nous assistions en Italie à une nouvelle tentative de criminalisation du mouvement anarchiste, menée déjà depuis quelques mois. Prochainement devrait avoir lieu le procès d'anarchistes accusés de multiples méfaits, sans qu'il soit encore possible de connaître la réalité des incriminations, hormis celles émises par les enquêteurs de police et la presse à sensation. Dans une période où l'Italie connaît de graves difficultés dans sa marche forcée pour digérer les accords de Maastricht, le gouvernement social-démocrate tente par tous les moyens de détourner l'attention des travailleurs de la question sociale, et de masquer la corruption étatique. Dernièrement, en France, la justice italienne réclamait l'extradition d'un sociologue italien de quarante cinq ans, vivant à Marseille depuis... 1961. Ancien militant du Parti communiste français, il serait soupçonné d'être l'instigateur d'un attentat ayant coûté la vie au poseur de bombe, un anarchiste (!) en 1989, et appartenant à «l'organisation révolutionnaire anarchiste insurrectionnaliste». Ce sociologue, qui ne comprend rien à l'affaire, a tout de même été arrêté. Militant actif auprès des quartiers difficiles de Marseille, il a déclaré devant la cour d'Appel d'Aix-en-Provence: «Je ne connais pas les raisons qui poussent la justice à m'accuser. Je n'ai jamais appartenu à aucun groupe anarchiste et je n'ai pas de sympathie pour le terrorisme» (*Le Monde*, 23-24 mai 1997).

Le gouvernement de gauche (ex-PC) confronté aux dures réalités du pouvoir qui consiste à faire payer le prix fort aux travailleurs, son entrée dans l'Euro, récemment mise en doute, tenterait-il d'user des méthodes mafieuses de ses prédécesseurs démocrates-chrétiens et néo-fascistes? Nous sommes, nous les anarchistes, disposés à le croire. Dernièrement, devant la montée des luttes sociales sous l'impulsion des syndicats autogérés et des comités de base, les trois centrales de gauche (UIL, CISL, CGL), avec l'appui du gouvernement et des médias berlusconiens, ont tenté de «renouer avec la jeunesse» en organisant un concert géant rassemblant 500 000 personnes le 1^{er} Mai à Rome. Mais ils ne nous feront pas oublier les compromissions et les trahisons faites au nom de la classe ouvrière.

Jean-Charles Canonne

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
---------------------------------------	---

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etab. Codes Guichet N° de compte CIB

Date _____
Signature obligatoire _____

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Souscription pour la librairie La Plume noire* (suite)

Bilan précédent au 20 avril, (cf ML n° 1081): 76 652,53 F
Divers soutiens individuels reçus par courrier

entre le 21 avril et le 10 mai :2 815 F
Groupe libertaire de Tours (FA)300 F
Groupe FA d'Aubenas500 F
Groupe Poulaille (Saint-Denis)500 F
Librairie du Monde libertaire2 000 F
Liaison FA d'Ariège250 F
Groupe FAI de Santander500 F
De Boekberichten (Pays-Bas)2673,25 F
Nouveau total =	86 190,78 F.

Merci aussi à *On a faim* label pour l'envoi de nombreux CD et cassettes.
Librairie La plume noire : 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.
Tél./fax : 04 72 00 94 10.
* Incendiée par les fascistes dans la nuit du 15 au 16 février 1997

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Souscription Monde libertaire

Avril 1997: Louvard C.: 310 F; Mercier F.: 200 F; Mauleau: 160 F; Frédéric E.: 110 F; Stas, Mathieu: 100 F; Chenu R., Neullas B., Grotti JP., Coedic JL., Breton M., Morand C., Lehue P., Guillochon R., Borrat A., Fosse R., Bernard L., Racine, Lesur, Veloson, Hall Derrier, Regard M., Adeline P., Gavel, Anthony S., Hatrel, Corgier, Arnaud, Verdonck, Sabatier: 60F; Linard P., 56F; Lambert: 40 F.
Total = 2416 F.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.J.M.P.P.

Quand élection rime avec pognon...

LE LECTEUR FIDÈLE DU *Monde libertaire* le sait déjà (cf M.L. n° 1073), les partis politiques passent à la caisse après chaque élection. Au prorata du nombre de voix obtenues, et dans le cadre des législatures, il faut présenter au moins cinquante candidats. L'État, bon prince, leur verse des sommes conséquentes et non négligeables. Le prétexte étant que le jeu démocratique nécessite de l'argent, et on s'en aperçoit vite, avec ce principe, à la loterie électorale à tous les coups ils gagnent!

L'autre grande justification étant l'ordre moral: pour assainir la vie politique et éviter pots-de-vin qui font tache, bakchichs, fausses factures et autres joyeusetés comptables se passant généralement en dessous des tables – nous en restons là, la liste complète prendrait bien trop de place tant l'imagination des prévaricateurs de tout poil est sans limite – l'État donc, en bon père tutélaire au dessus des partis, leur donne leur argent de poche. Ce qui est un peu fort quand on considère le nombre d'affaires qui ont

éclaté, éclatent et n'en doutons pas éclateront malgré la distribution de cette manne! Outre que partis et organisations politiques devraient se suffire à eux-mêmes, ne serait-ce que pour leur nécessaire indépendance vis-à-vis de l'État, ce système de financement public montre à quel point la vie politique, ou plutôt la vie politicienne, est tombée bas. Si pour ces partis faire de la politique coûte aussi cher, c'est essentiellement parce que le marketing a pris le pas sur la propagande, que la forme importe maintenant plus que le fond, qu'une idée politique, s'il leur en reste, n'est plus qu'un concept publicitaire fumeux et par conséquent onéreux au même titre qu'une marque de lessive ou de voiture! Un beau dépliant en quadrichromie sur papier glacé, fut-il vide et creux du point de vue des idées, pour eux, vaut mieux qu'un tract au contenu idéologique solide, quel qu'il soit! Ajoutez à cela la photo – important la photo... – avec fond travaillé et tout et tout, et vous comprendrez pourquoi le rêve secret de tout candidat est d'avoir le

sourire de Patrick Sabatier (celui que mon dentier envie) ou celui de Tony Blair!

Mais où ça devient amusant (si on peut dire) c'est qu'à l'escroquerie électorale, pléonasme direz-vous, s'ajoute dorénavant l'escroquerie tout court! *Libération* du 3 mai 1997 nous informe (une fois n'est pas coutume) que Génération Écologie recrute des candidats! Le groupuscule (a)vide d'adhérents de l'écologie-chiracien et ex-mitterrandiste Brice Lalonde cherche des volontaires qui accepteraient de se présenter à la députation au nom de Génération Écologie, non pour défendre becs et ongles les propositions du mouvement (En a-t-il?!), mais plus prosaïquement afin de pouvoir renflouer ses finances! Accessoirement, ça doit permettre aussi au leader charismatique de continuer à percevoir un solide revenu en attendant d'obtenir le poste ministériel pour lequel il fait antichambre depuis son dernier, mais pas ultime retournement de veste. Vous ne rêvez pas: si Génération Écologie engage, ce n'est pas pour renforcer et diffuser ses idées au sein

de la population ébahie, non la réalité est plus terre à terre: vous aurez compris que foin de l'écologie, c'est du fric qu'il s'agit! Apparemment les caisses sont vides, il y a urgence et péril en la demeure! Aussi écrit-il: « Nous avons un besoin urgent de candidats et de suppléants, faites le tour des membres de votre famille et de vos amis pour leur demander s'ils accepteraient eux aussi d'être candidats de GE ».

En gros, tout ce qu'on leur demande, c'est d'aller ou de se faire inscrire dans une préfecture (pas besoin d'être domicilié dans la circonscription où on est candidat) et le mouvement prend tout à sa charge! Bref, il faut accepter de servir de prête-nom et puis c'est marre, même pas la peine de se farcir les cages d'escalier ou les préaux

s'endettant, la campagne présidentielle de leur Père Vert! C'est kif-kif pour Convergence Écologie Solidarité (CES) de Mamère et 75 candidats. Nul ne pourra nier qu'en vrais écolos, ils savent recycler... l'argent public! Et qu'ils ont beau prétendre être des novices en politique, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils apprennent vite!

Pour la petite histoire, et l'édification morale des générations futures d'électeurs – cette espèce toujours pas en voie de disparition – apprenez que les époux Manovelli, fondateurs des Nouveaux écologistes et du Rassemblement Nature et animaux (Nerna) en présentant quatre cents candidatures de ce tonneau, ont recueilli 3,2% des voix aux législatives de 1993, mais sont sortis sept millions de francs dont 1,8 million



En 1992... Ils courraient ensemble après le bifteck

d'école. Après, par ici la monnaie! Pour Brice et sa bande cela s'entend, pour les gogos pigeonnés une poignée de main ou une lettre de remerciement (avec photo dédiée)!

D'autres écolos ne sont pas en reste, le Mouvement des écologistes indépendants (MEI) du complément capillaire Antoine Waechter veut présenter lui aussi deux cents candidats pour des raisons quasiment identiques, la seule différence étant qu'il s'agit d'épurer un passif, à savoir qu'il faut rembourser les militants qui avaient flancé, parfois en

en 1995 et ce – on vit une époque formidable – malgré avoir été déclarés inéligibles pour un an (tout en continuant de palper)!

S'il fallait des preuves supplémentaires du mépris dans lequel les politiques tiennent leurs électeurs, cette méthode de financement en serait une, sans oublier le cynisme et la morgue propres à cette caste de parasites qui font mine de se combattre alors qu'ils ne se préoccupent au final que de leurs intérêts...

Eric Gava
groupe de Rouen

J. Toublert

Le Monde libertaire en procès

La Marianne de pierre au visage sévère qui observe de son œil glacé les prévenus de la 17^e Chambre correctionnelle de Paris ne figure certes pas la déesse de la Fraternité! Ici, au Palais de Justice, quiconque assiste aux audiences ne peut oublier que ce décorum désuet, un peu ridicule, de dorures, de lambris et de robes noires a pour ancêtres, pas si éloignés, les cours royales et ecclésiastiques, les exécutions publiques sur la roue du brigand ou du rebelle, et le bâcher pour l'hérétique.

Ce jour-là, André Devriendt, directeur de publication du *Monde libertaire*, se tenait debout devant toute cette machinerie de solennité barbare.

Pour la seconde fois, le tribunal nous convoquait. Parce que Le Pen avait porté plainte contre l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste. Un dessin inséré dans nos colonnes pourrait être considéré comme une incitation au meurtre, paraît-il. C'est en tout cas l'interprétation extravagante qu'a essayé de défendre sans grande conviction Mlle Le Pen, avocate de son triste sire de papa.

Que pouvait répondre André devant autant de bêtise? Que lui, libertaire, syndicaliste et mutualiste, qui depuis plus de cinquante ans se bat pour la défense des travailleurs et des exploités, s'était déjà trouvé devant un tribunal, en 1942: celui des forces armées allemandes d'occupation devant lequel il avait été traité pour cause de rébellion. L'extrême droite, celle qui salit aujourd'hui le beau pays de France

comme celle qui ensanglanta naguère la patrie de Goethe et de Schiller, n'aime décidément pas Devriendt et ses compagnons anarchistes.

Ne sommes-nous pas des ennemis de toujours? Pendant qu'André était jeté en prison par le Troisième Reich, alors que nos camarades de la Federación anarquista ibérica combattaient contre les nazis au sein des troupes françaises, que faisaient les amis du nationaliste français Le Pen?

Nous avons soutenu Dreyfus, les pacifistes de la Première Guerre mondiale, la Révolution russe quand elle était encore libératrice. Nous avons, nous les libertaires de l'Europe, combattu Mussolini, Hitler et Franco – n'est-il pas dans l'ordre des choses que les aspirants césars au petit pied de notre époque nous attaquent?

Bien sûr, et même du point de vue de la loi qui s'applique maintenant, le procès qu'on nous fait est exagéré, comme s'est plu à le répéter notre conseil, Me Giacobi. Il s'agit d'une tentative d'intimidation, parce que les dictateurs potentiels n'aiment pas la presse en général et la presse d'opinion en particulier. On voudrait nous museler. Nous briser par l'amende.

A la précédente audience, le ministère public n'avait pas jugé utile de demander une peine et la relaxe paraissait aller de soi. Que fera le tribunal maintenant? Quel voie choisira-t-il, entre le droit à l'insolence et la presse au garde à vous? Réponse le 3 juin.

En bref

■ Une liaison FA s'est constituée sur Draguignan (var). On peut la contacter en écrivant au groupe Nada c/o La Commune, 2, rue F. de Pressensé, 83 000 Toulon

■ Le numéro de mai d'Alternative libertaire a été réalisé en collaboration avec le réseau No pasaran et le Comité Malgré Tout de Nantes. De la solidarité avec les sans-papiers à la désobéissance civile est le thème de son dossier. Alternative libertaire, 20 F, par correspondance: B.P. 103, 1050 Ixelles 1, Belgique.

■ Le n° 53 du bulletin du CIRA vient de paraître. CIRA, Beaumont 24, CH-1012 Lausanne <http://www.sasa.ch/cira/>

■ Nouvelle permanence du collectif libertaire La Commune de Toulon les vendredis de 14 h 30 à 17 h 30 au 2, rue de Pressensé. Les permanences du samedi sont maintenues de 15 à 18 h 30. Tél-fax: 04 94 91 26 80.

■ Le n° 19 de La Mistoufle, journal du groupe libertaire dijonnais est sorti. Son prix est toujours libre; joindre tout de même 6,70 F en timbres à: La Mistoufle, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

■ Le groupe Sabaté sort le n° 2 de sa revue La question sociale, sur le thème de l'armée aujourd'hui (20 F, chèque à l'ordre de Maintenant). S'adresser au LAR, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes

■ Le numéro 12 de Réseau ouvrier (feuille du groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise vient de paraître, au sommaire les luttes: contre les fermetures de classe; dans les hôpitaux psychiatriques... Abt. = 50 F pour 10 numéros/an. C.E.S.S., c/o CNT-AIT, salle 15 bis, Bourse du travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne

■ La Ligue des droits de l'Homme a édité un numéro spécial de sa publication Dossiers et documents consacré à la lutte contre l'extrême droite: « Connaître l'extrême droite pour mieux la combattre ». On y trouvera donc des informations précieuses... On peut se le procurer auprès de la LDH, 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

La Confédération Générale du Travail Des soviets partout... même en Russie!

LA CNT RÉGION PARISIENNE A réédité en un seul volume de 240 pages deux brochures d'Émile Pouget, secrétaire général adjoint de la CGT de 1901 à 1907: la Confédération générale du travail et le Parti du travail, auxquelles elle a adjoint une introduction de Jacques Toublert, intitulée l'Anarchosyndicalisme, l'autre socialisme, qui est une étude fouillée sur les différents aspects du syndicalisme, sur ses dérives, la faillite du système communiste autoritaire, sur l'actualité de l'anarchosyndicalisme. A l'heure où il ne manque pas de bons apôtres pour prédire la faillite totale du syndicalisme, la lecture de ces textes est roborative.

Dans un style clair, précis, E. Pouget explique ce qu'est la CGT, ce qu'il entend par « Parti du travail ». La « doctrine » de l'anarchosyndicalisme est nettement définie et réfute ainsi les arguments de ses adversaires.

La neutralité politique, par exemple, n'est pas le désir de rester dans le cadre étroit du corporatisme, « de ne rien voir au-delà des besoins momentanés et restreints d'une défense professionnelle s'adaptant à la société capitaliste ». Cela, c'est du réformisme. Pour les syndicalistes révolutionnaires et les anarchosyndicalistes, le but à atteindre, c'est la disparition du salaria, du patronat, et de l'État. Pour ce faire, il faut préparer, sans interventions extérieures (partis politiques), la grève générale, l'expropriation capitaliste et la réorganisation sociale avec, pour base, le syndicat qui, de groupement de résistance se transforme en groupement de production et de répartition.

Il est opportunément utile de rappeler aussi que « la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat ».

Émile Pouget disait aussi que le Parti du travail est un parti d'intérêts. Il ignore les opinions des individus qui le constituent, il ne coordonne que les intérêts tant matériels que moraux et intellectuels de la classe ouvrière. Un travailleur peut avoir des conceptions philosophiques, politiques baroques, il pourra croire en un dieu quelconque ou en l'État, il a sa place aux côtés de ses camarades, car ce que le Parti du travail condamne, c'est l'exploitation des idées idéologiques, politiques ou philosophiques, l'intervention du prêtre, du politicien, lesquels vivent de spéculations sur les croyances. Le Parti du travail groupe ceux qui vivent de leur travail contre ceux qui vivent de l'exploitation humaine. Il coordonne des intérêts et non des opinions. Cette communauté d'intérêts absorbe les divergences individuelles et donne au Parti du travail une supériorité d'action en le mettant à l'abri des tares des partis politiques.

Dans les partis, l'objectif est la politique, en leur sein il y a des exploités et des exploités, même dans les partis socialistes. L'action parlementaire les dépouille des caractères spécifiques du socialisme, et ils

ne sont plus que des partis démocrates « à allure simplement plus accentuée ».

Pouget était persuadé que le Parti du travail, le syndicat, donc, n'avait pas à craindre que des individualités satisfissent des ambitions personnelles, celles-ci ne pouvant se réaliser que dans les partis politiques. Ceux qui, au sein du syndicat, seraient tentés d'agir en ce sens n'arriveraient qu'à s'éliminer du bloc ouvrier.

Pourtant, depuis, on a bien vu que l'on pouvait faire de longues carrières dans les sphères dirigeantes des syndicats, des fédérations, des confédérations, même si les émoluments n'ont rien de comparable à ceux d'un P.-D.G. d'Alcatel ou de l'Oréal. On a vu aussi que le syndicalisme n'a pas pu se protéger de la mainmise du politique, bien que Pouget ait estimé « hors de toute hypothèse qu'il subisse, dans son ensemble, une déviation qui ne serait rien moins que sa propre négation ». C'est cependant ce qui s'est passé, surtout après la Seconde Guerre mondiale, lorsque, après la scission de 1947, le parti communiste prit à peu près tous les postes de direction de la CGT.

Cependant, l'empreinte de l'anarchosyndicalisme était si forte que même les organisations syndicales inféodées ont toujours pris soin de proclamer leur indépendance vis-à-vis du patronat, de l'État et des partis politiques. On n'a pas connu dans ce pays les « liaisons organiques », l'imbrication des syndicats et des partis socialistes comme ils existaient – ou existent encore – dans les pays de tradition social-démocrate, et la « courroie de transmission » Parti/syndicat utilisée dans les pays soviétiques n'a pas fonctionné ici de la même façon. Bien que réduit souvent en difficulté, lié aussi à des rapports de force, des flots de libre expression, d'action, ont pu exister au sein de la CGT, même dans la période de forte domination du Parti communiste.

Si Pouget a péché par excès d'optimisme en pensant qu'il serait impossible qu'il existe des fonctionnaires syndicaux ou que le syndicalisme pourrait être contaminé par les partis politiques, l'histoire nous a montré que sa conception du Parti du travail, celle de l'anarchosyndicalisme, est toujours celle qui permettra que « l'émancipation des travailleurs [soit] l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Formule qui fera s'esclaffer nos modernes théoriciens; mais toutes les déviations que nous avons subies prouvent bien que c'est sur cette base-là que se reconstruira le mouvement ouvrier (1).

On se posera légitimement la question: pourquoi une doctrine de lutte de classes aussi claire, un engagement des militants syndicalistes

révolutionnaires et anarchosyndicalistes sans aucune ambition personnelle a échoué; a été submergé par ses adversaires serait plus exact. Parce que, nous explique Toublert, alors que les anarchosyndicalistes, dénués de sectarisme, voulaient que fussent groupés dans le syndicat tous les travailleurs, de quelque tendance qu'ils soient, ou sans tendance; ils voulaient une organisation unique pour la classe ouvrière. Et aussi longtemps que les syndicalistes

révolutionnaires et les anarchosyndicalistes purent maintenir cette orientation, la CGT resta unie et agit pour réaliser ses objectifs: l'abolition du patronat, du salariat et de l'État, sans négliger la revendication quotidienne.

Mais les partisans en son sein de la stratégie électorale (les marxistes) et les réformistes, qui recherchaient avant tout l'entente avec les pouvoirs publics et le patronat, prirent

le dessus et conquirent la majorité, donc les postes de responsabilité. « La confiance mise par la CGT dans la démocratie et l'État bourgeois, pendant et après la guerre, pour réaliser une partie du programme syndicaliste était en opposition flagrante avec la Charte d'Amiens, qui rompait publiquement avec cette démocratie et son État et n'attendait rien que de l'action directe des travailleurs » (Pierre Besnard). Dès lors, la CGT, bien qu'elle ait encore soutenu de durs combats, remit dans les mains des partis politiques le soin de changer la société. Elle ne pourrait être qu'une force d'appoint.

Enfin, les scissions qui ont eu lieu depuis la fin de la

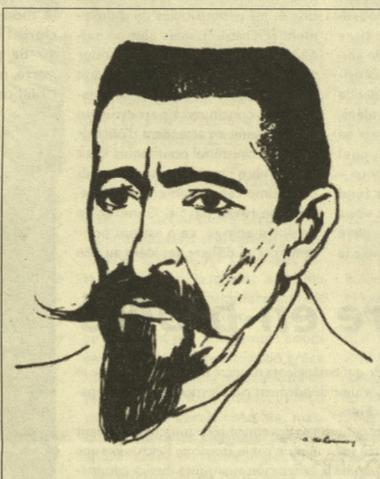
Première Guerre mondiale ont considérablement affaibli le syndicalisme en France. Il est devenu de plus en plus réformiste, et la transformation de la société n'est plus beaucoup à l'ordre du jour. Au dernier congrès de la CGT, il a fallu une bataille acharnée pour que la Confédération conserve en référence la « socialisation des moyens de production et de distribution » comme objectif... imprécis et lointain.

L'organisation spécifiquement anarchosyndicaliste n'a guère profité de ce déclin. Toutefois, il semble bien que la situation soit en train d'évoluer favorablement pour la CNT. Souhaitons que ce mouvement se développe de telle façon qu'une puissante organisation syndicale puisse se recréer à partir de lui et sur ses bases. Car, comme l'écrit Émile Pouget: « L'accord pour la vie est, pour la perpétuation de la société humaine, autrement primordial que la féroce lutte pour l'existence, chère aux exploités ».

André Devriendt

Émile Pouget: *La Confédération générale du travail, suivi du Parti du travail et d'une bibliographie d'Émile Pouget par Renée Lamberet*. Introduction: *Anarchosyndicalisme, l'autre socialisme*, par Jacques Toublert – Éditions CNT – Région parisienne – 240 pages – 60 F.

(1) Le mot ouvrier est pris au sens large.



De l'anarchosyndicalisme en général et de la CNT en particulier

POUR BIEN DES RAISONS SPÉCIFIQUES à ce pays, l'Espagne fut, de la première internationale jusqu'en 1936, une terre fertile pour l'anarchisme. Dans cette période, la pensée anarchiste pénétra sans interruption les villes et les campagnes. Il n'est donc pas étonnant que la CNT d'Espagne – explicitement anarchosyndicaliste – fut l'organisation ouvrière la plus importante du pays en 1936 (3 millions d'adhérents [trois fois plus que l'UGT d'obédience socialiste]).

En France, l'histoire est bien différente. Je vous fais grâce de l'historique du syndicalisme français, de celui de la CGT jusqu'à FO et ne m'étalerai pas sur l'influence des marxistes dans le mouvement ouvrier de notre pays.

Et la CNT? Elle était dans les bagages d'exil de nos compagnons d'Espagne. A sa création, elle réactive le vieux débat entre anarchosyndicalistes français: faut-il être dans les syndicats existants ou créer une nouvelle organisation anarchosyndicaliste? D'un côté, une expérience nouvelle aux chances de succès hypothétiques; de l'autre la référence historique (CGT ou FO) et/ou le souci de l'unité des travailleurs.

Aujourd'hui, les syndicats « historiques » ou « traditionnels » sont de plus en plus désavoués, dépassés par leurs bases dans les conflits; des coordinations diverses et multiples naissent, combattives et inventives souvent mais toujours menacés par le corporatisme; de nouveaux syndicats, plus radicaux voient le jour (SUD etc.) et, dans ce contexte de recomposition du paysage syndical, la CNT monte; elle ressemble de plus en plus à une organisation syndicale et de moins en moins à une organisation spécifique.

Si les luttes et les formes d'organisation que se donnent les prolétaires se radicalisent cousinant parfois avec nos principes, c'est tant mieux. Si une organisation comme la CNT prend de l'importance, ce ne sont pas les anarchistes qui vont s'en plaindre. Je pense pour ma part qu'une organisation syndicale se référant explicitement au communisme libertaire devienne une force réelle dans ce pays. Le vieux débat reste donc d'actualité. Pourtant, le syndicalisme « historique » ou « traditionnel » connaît une grave crise et le syndicalisme –

« vrai » – cherche à renaître, c'est comme si l'Internationale était à réinventer.

Il me semble que la CNT dite Vignoles a saisi tout cela d'où une stratégie d'ouverture que certains nommeront « concessions », « entorses graves », pis encore: trahison. La CNT dite de Bordeaux, si elle n'ignore pas ce contexte possiblement favorable, préfère s'en tenir à une stratégie plus orthodoxe, que d'autres nommeront dogmatisme, sectarisme, ou pis encore... Il est vrai que les plus remarquables références libertaires peuvent parfois devenir mythologies inefficaces. Il est exact qu'une stratégie d'ouverture mal contrôlée ouvre la porte à toutes les dérives. Comment évoluer en restant cohérent et sans vendre son âme?

Dans cette histoire, il n'y a ni bons ni méchants, seulement deux stratégies qui s'affrontent. Cela valait-il une scission? La recherche d'une synthèse entre les deux parties eut sans doute été préférable afin de chercher une cohérence à une CNT qui a peut-être peur de grandir... Il eut fallu appréhender sereinement les questions que posent le développement de la CNT – en terme de bilan mais aussi d'objectifs – le contexte de ce développement; une éventuelle stratégie d'ouverture pouvant impliquer quelques entorses aux principes libertaires (lesquelles? Pourquoi? Comment? Jusqu'où?) avec en parallèle la nécessité d'une fidélité et d'une affirmation claire dans les textes, dans l'action et le fonctionnement de ce qui fait sa spécificité: la référence explicite au communisme libertaire.

Le divorce est consommé, il y a désormais deux CNT en France.

Espérons que l'histoire récente de la CNT d'Espagne ne s'exporte pas en France, la confrontation et le débat sont des armes dans l'union mais peuvent être un poison mortel dans la discorde.

Une chose est de plus en plus claire pour tout le monde: le communisme n'a pas échoué puisqu'il n'a jamais été appliqué (ou si peu). Et si le communisme ne pouvait être que libertaire? Une brèche est ouverte, jetons-y toutes nos forces.

Bruno Daraquy

Voter pour s'opposer au fascisme ?

Nous - nous, c'est-à-dire le comité de rédaction du *Monde libertaire* - avons reçu dans le courrier adressé au journal les deux textes que vous pourrez lire ci-dessous.

Dans celui que nous envoi un groupe de libertaires d'Aix-en-Provence s'exprime une opinion peu courante parmi les libertaires, en tout cas chez ceux qui écrivent ou s'expriment par un moyen ou par un autre. C'est pour cette raison même que nous le publions - en outre, il n'est pas sans rappeler quelques-unes des remarques hérétiques de Camillo Berneri.

Le second envoi, quant à lui, en s'appuyant sur des extraits d'un discours de Durruti, répondait par avance à cette argumentation. De quoi, sans doute, alimenter les débats dans les groupes libertaires.

SOS-RACISME VIENT DE CRÉER un « Comité civique » avec le soutien d'intellectuels, de comédiens et d'acteurs sociaux. Ce comité appelle à voter, pour faire barrage au Front national, en affirmant que l'abstention est encore la meilleure « allée du FN ». Voilà donc le seul programme électoral des partis politiques de gauche et d'extrême gauche: non pas transformer la société, non pas mettre fin à l'exploitation, non, il s'agit simplement de faire opposition aux thèses de l'extrême droite en glissant tout aussi simplement un bulletin dans l'urne.

Les salariés, les chômeurs, les précaires sont appelés à voter à gauche pour « barrer la route au FN », pour le reste qu'ils ne se fassent pas trop d'illusions. Faire avaler ça aux citoyens de ce pays, c'est vraiment les prendre des cons!

Comment peut-on ignorer que le FN se développe précisément en jouant à fond du système électoral? Dans les circonscriptions où les candidats FN sont en première position quel barrage leur opposent les pléthores de candidats de gauche comme de droite? Aucune! Dans une triangulaire où le candidat FN est le mieux placé, ceux qui votent pour les autres contribuent à l'élection du candidat FN. C'est de cette mathématique électorale que se nourrissent les candidats du FN.

L'attitude traditionnellement indifférente, et plutôt hostile à la participation à toute élection dans le système de l'État démocratique doit-elle être toujours maintenue quelle que soit la conjoncture politique? Et, en particulier, en cas de menace fasciste déclarée, et en position de force?

L'exemple de Vitrolles et d'autres municipalités tombées démocratiquement aux mains du Front national doit-il laisser les libertaires inactifs et figés dans leur attitude de maintien à l'écart du jeu électoral?

S'il ne peut-être question pour les formations libertaires de se présenter aux élections, ni de soutenir un parti politique quelconque, ne peut-il être envisagé de peser quelque peu, même par le bulletin de vote, contre la montée d'un parti fasciste?

Souvenons-nous qu'en 1936, en Espagne, le mouvement anarchiste avait donné le mot d'ordre de voter pour les formations du Front populaire qui s'étaient engagées à faire sortir de prison les victimes de la majorité de droite de 1934, élue, en partie, grâce à l'abstention massive des paysans et des ouvriers. Et que cette participation de 1936, sans soutien explicite aux partis de gauche, avait été à l'origine d'un raz-de-marée électoral qui amena l'Espagne à une véritable révolution.

Aujourd'hui, en France, là où le FN est en position de gagner, ne convient-il pas de faire voter pour ses adversaires? Sans s'engager avec eux, mais en estimant qu'ils représentent un moindre mal; alors que la politique du pire peut mener à des situations difficilement réversibles, même à long terme.

Sans nourrir d'illusions sur les partis politiques de gauche, ou écologistes, ni sur la démocratie formelle, il est quand même sage de penser que laisser un mouvement fasciste prendre le pouvoir, ne serait-ce qu'à l'échelon municipal, signifie une considérable régression par rapport aux libertés publiques et aux droits sociaux acquis depuis des siècles. Et qu'il vaut mieux, dans la mesure du possible, prévenir cette régression que, plus tard, avoir à en guérir.

Un groupe de libertaires d'Aix-en-Provence.

N'oublions jamais que Mussolini et Hitler ont pris le pouvoir en toute légitimité par les élections. L'histoire sociale nous apprend que les sociaux-démocrates utilisent depuis toujours l'argument de la montée du fascisme pour aller à la pêche aux voix, ce faisant, ils ne lui ont jamais barré quoi que ce soit. En 1932, à Barcelone, l'anarchiste Buenaventura Durruti disait ceci:

« Les socialistes et les communistes disent que nous abstenir aux élections, c'est favoriser le fascisme, mais comme nous avons toujours dit que l'État est un instrument d'oppression au service d'une caste, nous restons fidèles à nous-mêmes. Et comme nous pensons que le mouvement de libération doit toujours faire face à l'État, voilà pourquoi nous prônons l'abstention électorale active. Active, c'est-à-dire que, tout en nous abstenant de la stupidité électorale, nous devons rester vigilants dans les lieux de production et dans la rue.

« Les vrais bandits, les vrais malfaiteurs, ce sont les politiciens qui ont besoin de tromper et d'endormir les ouvriers en leur promettant la semaine des quatre jeudis pour leur arracher un vote qui les porte au Parlement et leur permette de vivre en parasite de la sueur des ouvriers. « Lorsque nos camarades députés



socialistes ont eux aussi uni leurs voix à cette cohorte d'euenuqs, ils ont montré leur vrai visage. Car il y a de nombreuses années qu'ils ont cessé d'être des ouvriers, et par conséquent des socialistes. Ils vivent de leur activité de député.

« Que les républicains socialistes le sachent: ou bien ils résolvent le problème social, ou bien c'est le peuple qui le résoudra. Nous pensons que la République ne peut pas le résoudre. Aussi, disons-nous clairement à la classe ouvrière qu'il n'y plus qu'un dilemme: ou mourir comme des esclaves modernes, ou vivre comme des hommes dignes, par la voie directe de la révolution sociale.

« Vous donc, ouvriers qui m'écoutez, sachez à quoi vous en tenir. C'est de vous que dépend le changement du cours de votre vie. » Quatre ans plus tard, le 19 juillet 1936, les anarchistes espagnols, et parmi eux Durruti, barraient la route au coup d'État fasciste par les armes et par la révolution sociale, pendant ce temps les députés parlementaient...

Groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste

ORANGE

Libre profanation

Ce jeudi 13 mars 1997, nous avions rendez-vous à 14 h 30 au Funéraire d'Orange pour la cérémonie funèbre et l'incinération de mon père.

Nous avons rencontré une première difficulté avec l'employé municipal; il nous a soutenu qu'il n'y avait pas de matériel audio à notre disposition pour diffuser une cassette que nous avions enregistrée. Nous savions pourtant que ce matériel existait et nous l'avons négocié: premier mensonge, première perte de temps.

Nous avons enfin eu la salle et à 14 h 30 l'employé municipal d'un service public, je le rappelle, a fait irruption dans la salle mise à notre disposition pour la cérémonie et annonça à la cantonade, sans aucun ménagement, qu'il fallait abrégé car l'incinération suivante était en attente. Il a coupé le micro et la musique. Nous avons proposé d'aller parler à la famille suivante... En fait, il n'y avait personne: deuxième mensonge et deuxième perte précieuse de temps.

Il s'est mis alors dans une colère déplacée, il a eu des propos menaçants, notamment d'enlever le cercueil.

Je ne saurais interpréter son intrusion, porteuse de haine et de colère pendant une cérémonie funèbre, à moins qu'il n'ait pu supporter l'éloge faite à mon père qui concernait sa lutte active contre le fascisme en Espagne.

Mais il me semble que cet espace là, à ce moment là, était sacré par la présence d'un mort et que cet espace là a été profané.

Nous ne pouvons dire combien dans ces moments de peine et de deuil, cette agression a été traumatisante et persécutrice.

Pour clore le tout, l'urne et les cendres ne nous ont été rendues qu'à 19 h 30, c'est-à-dire le plus tard possible. Nous pouvons douter face à ce type d'événement, être dans une société de droits et de libertés où l'on respecte la vie et la mort des individus.

Isabel Jarabo

(re)construire le projet social

suite de la première page

ment avérés. Nous sommes nombreux qui, au regard des expériences historiques (Espagne, Argentine, Russie...), aspirons à un syndicat de masse qui se définisse autour de l'anarcho-syndicalisme. Pour autant, l'heure de sa véritable construction est-elle déjà venue?

En fait, ce n'est pas nous, ni fédérés, ni anarcho-syndicalistes, fédérés ou non, ni syndicalistes-révolutionnaires, qui allons en décider: c'est au prolétariat lui-même de faire cheminer sa conscience, de faire ses expériences, de tirer des bilans. Il ne faut pas se leurrer que, compte tenu de l'héritage historique et de la conjoncture, cela prendra du temps et des formes (syndicats alternatifs, autonomes, coordinations, etc.) qui ne nous séduiront pas forcément. S'il faut donner des coups de pouce, accélérer les choses, nous le ferons mais cela ne dépendra pas que de nous, il faudra faire avec ceux qui par précipitation, sectarisme ou dogmatisme, même habillés derrière un discours opportuniste ou « effacitaire », prétendraient entraîner les anarchistes fédérés dans un choix qui n'est pas le nôtre pour aller plus vite que l'histoire prennent beaucoup de risques, y compris par rapport à leurs objectifs.

Le projet social est à reposer. Dans le monde paysan, beaucoup de choses ont changé: quelle est notre position par rapport à la propriété du sol? Dans le monde étatique, les armées se professionnalisent: quel peut être notre antimilitarisme? Dans le monde religieux, les églises se refont une santé par la soli-

darité concrète: quelle est notre réponse? Dans le monde du travail, les grandes concentrations ouvrières s'amenuisent, les PME où la syndicalisation est difficile se multiplient, les chômeurs et les précaires ne trouvent pas leur place dans les grandes confédérations syndicales: comment organiser la fédération de ces situations?

Voilà quelques-unes des grandes questions auxquelles nous devons renforcer nos réponses. Ne prenons pas le parti du repli sectaire, ni de la démagogie aventuriste. Notre propre structuration est à repenser: nous savons l'importance de l'affinitaire pour que l'organisation soit autre chose qu'une machine à adhérents ou une cohorte de moines-soldats. Mais le poids du géographique, du spatial, de la commune, du pays ou du quartier montre que la réponse anarchiste à la décomposition sociale et à l'atomisation inhumaine voulue par le capitalisme doit se situer là. Un compromis entre l'affinitaire et le géographique est à trouver. Vite. Le redéveloppement de l'international est l'un des moyens de briser nos micro-frontières organiques. De la même façon que nous pousserons à repenser le projet social en tissant des réseaux auprès des associations ou des syndicats, nous agrandirons notre vision en élaborant des échanges concrets avec les anarchistes au-delà de l'hexagone.

Philippe Pelletier - Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise

CINÉMA Festival des films de Fribourg (Suisse) Images du tiers monde



Segurista du Philippin Aguiluz, Tikoy

EN SUS DE LA rétrospective consacrée au réalisateur du Kerala, Adoor Gopakrishnan, d'un panorama sud-africain et de la section sur « la nouvelle vague » sud-coréenne, la 11^e édition, du 2 au 9 mars derniers, offre à quelque 13 200 privilégiés l'opportunité quasi unique de porter leurs regards « au delà de l'horizon » (1), si loin, si proche...

Né en 1962 dans le camp de réfugiés de Shati (Gaza), Rashid Masharawi restitue fidèlement l'existence de ses frères palestiniens dans leur enclave de non-droits et de confinement. Haifa emprunte son titre au personnage principal qui a adopté comme sobriquet le

nom de la cité portuaire d'où il est originaire. Bien que considéré comme « l'idiot du village », Haifa (Mohammad Bakri), vêtu d'un treillis militaire mais armé d'un fusil en bois, apparaît, non-obstant ses imprécations, comme l'ange protecteur, toujours prêt à rendre service à ses concitoyens. L'intrigue de 75 minutes se déroule au moment des accords entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, le 28 septembre 1995 à Washington, quant à l'extension de l'autonomie de la Cisjordanie. Siad (Fadi el-Ghoul) estime que « rien ne changera... ». Au regard de la situation actuelle marquée notamment par la poursuite des scandaleuses implantations de colons, le jeune homme sceptique

et partisan de l'intifada n'a malheureusement pas tort. Du haut de son phare, Mai Qiang règle la circulation sur le Yang-Tsé-Kiang. L'intrusion de son pote Ma Bin, accompagné de la passablement délurée Lili, ne parvient ni à le distraire de son ennui, ni à le dérider. Il rêve de Chen Qing, employée dans un hôtel à Wushan, bourgade en contrebas vouée à l'engloutissement, édification du gigantesque barrage des « Trois Gorges » oblige (2). Zhang Ming a conçu Nuages de pluie sur Wushan : l'attente comme « une histoire d'amour dans laquelle des événements étranges se profilent sous la surface des éléments ordinaires ». Le jury international décerna son Grand Prix à ce long-métrage de 96 minutes, également récompensé par les ciné-clubs.

Gir-Gir (Tumulte) évoque un pan méconnu de l'histoire éthiopienne (3), à savoir une tentative de coup d'État perpétrée contre la monarchie, le 16 décembre 1960, lorsque l'empereur Haile Selassie s'était rendu en visite officielle au Brésil. Après l'échec du putsch, Yoseph Zelicka (Jima Assefa),

un aristocrate aux idées révolutionnaires se voit contraint à la fuite. L'abri que lui fournit provisoirement Dejen (Eskinder Berhane), le compagnon de ses jeux d'enfance, aujourd'hui serviteur dans une famille patricienne, semble plus qu'incertaine; pour la première fois, Dejen se trouve en position de peser sur le sort d'un noble. Yemane I. Demissie, domicilié à Los Angeles, propose une fin ouverte à toutes les conjectures. Il tourna dans le sud de la Californie où certains décors naturels ressemblent aux paysages éthiopiens; il mit sept ans pour achever son premier long-métrage, produit « à coup de cartes de crédit ».

L'action de Friends se situe en 1989, alors que les premières mesures formelles d'assouplissement de l'apartheid n'ont rien modifié des structures de la société sud-africaine. Sophie, une bourgeoise blanche, Aninka, une Afrikaner, et Thokho, une noire, se partagent la même demeure à Johannesburg. Elles n'apprécient pas la situation intérieure de manière identique. Sophie, interprétée par Kerry Fox (An Angel at my table de Jane Campion et Saigon Baby de David Attwood), appartient à un mouvement activiste. Elle dépose une bombe à la Willbrow Tower, puis à l'aéroport Jan Smuts; le second attentat entraîne le décès de deux personnes.

Elle refuse de fuir au Botswana et se livre à la police. Inculpée de meurtre, elle est incarcérée. Relâchée suite à l'amnistie accordée à des prisonniers politiques, elle rejoint ses amies, désormais installées dans le township aux abords de la métropole. Elaine Proctor dépeint avec autant de justesse le contexte socio-politique que le cheminement individuel des trois femmes. Friends avait obtenu une mention spéciale à la Caméra d'or, lors du Festival de Cannes en mai 1993.

L'éveil de la sensualité chez Nham (17 ans), la triste muette de Ming, sa belle-soeur, le retour provisoire dans son village de la sophistiquée Quyen, installée aux States, l'espièglerie de Ming, qui mourra écrasée comme sa camarade d'école My sous les roues d'un camion conduit par un chauffard ivre... La beauté mélancolique de Nostalgie pour le pays du Vietnamien Dang Nhat Minh a captivé un public disponible pour ses irrigantes vibrations.

René Hamm

(1) Martial Knaebel, le directeur de la manifestation.

(2) Cf. « Septième art et écologie » : *Monde libertaire* du 14 novembre 1996.

(3) Aucune des encyclopédies consultées ne le mentionne.

LECTURE

Résister ! Adret

IL Y A UNE VINGTAINÉ D'ANNÉES, le collectif Adret publiait un livre qui devait faire date. Son titre, *Travailler deux heures par jour*, apparaissait comme une provocation dans une société non encore gagnée par le chômage de masse et la précarisation généralisée: il montrait, par des exemples saisissants, l'actualité de la revendication « travailler beaucoup moins, vivre beaucoup mieux », systématisée (comme Adret le soulignait) dès le début du siècle par Kropotkine dans *La conquête du pain* (1).

Vingt ans après, Adret récidive (2). Le sujet est légèrement différent, mais la méthode est la même: faire raconter des expériences d'entraide, de résistance quotidienne à une société étouffante, par celles et ceux qui vivent ces expériences. Des petits riens, comme vous en connaissez sûrement près de chez vous. D'ailleurs, les membres d'Adret reconnaissent volontiers n'avoir pas eu à chercher bien loin pour recueillir ces témoignages. La plupart d'entre eux sont inédits, même si certains avaient déjà une certaine notoriété (l'extraordinaire histoire d'amour entre l'orchestre de Lille et une école « difficile » de Roubaix circule depuis un certain temps dans les milieux musicaux).

Le choix est assez éclectique, depuis la renaissance d'un village en Ardèche à la création d'associations en zone « chaude », en passant par l'aide au logement ou le travail de conteurs contre le racisme et l'exclusion. Échantillon d'initiatives, d'individus non résignés, parcelles de vie et de beauté arrachées à un quotidien désespérant...

Le danger serait évidemment de faire croire que « la » solution à la crise sociale réside dans ces initiatives qu'il suffirait, en quelque sorte, de multiplier. Mais les rédacteurs de *Résister* ne sont généralement pas dupes. Très peu se posent en exemple, et la plupart sont conscients de la portée souvent limitée en temps, en nombre ou en profondeur des résultats obtenus: on ne règlera évidemment pas le problème global de l'enfance en difficulté à grands coups de promenades dans les montagnes sahariennes, de même qu'on ne fera pas un Paradis des quartiers en détresse en emmenant leurs enfants écouter du Malher (même dans les meilleurs fauteuils d'un vrai théâtre). Il reste que *Résister* nous rappelle que, pour verrouillé que prétend être le système en place, il est toujours possible de lutter au quotidien, avec des résultats ponctuels mais tangibles.

Ce livre mérite donc notre attention (à au moins deux titres: c'est un puissant antidote contre la résignation et le découragement; et c'est surtout le rappel, n'en déplaise aux idéologues des lois de la jungle ou de l'État, de la puissance de l'entraide comme moteur dans une société, même inégalitaire. Qu'en serait-il alors dans une autre société?

François Coquet

(1) voir également l'article de Laurent Fouillard: *C'est bien dommage de travailler* dans la brochure « Analyses et propositions anarchistes sur le travail », éd. du *Monde libertaire*, disponible à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amélot, 75011 Paris).

(2) *Résister*, Ed. de Minuit, disponible également à la librairie du *Monde libertaire*.



Nostalgie du pays de Dang Nhat Minh

PARIS

La culture... remède à la démagogie

Puisque vous n'irez pas voter le 25 mai, vous pourrez répondre à l'invitation de l'Association des artistes de Belleville qui organise pour la huitième fois ses journées portes ouvertes.

L'objectif de ces journées est de vous permettre de rencontrer les artistes plasticiens qui travaillent dans le quartier Belleville-Menilmontant, en dehors des schémas traditionnels des galeries d'art. Pendant quatre jours, vous aurez la possibilité d'aller chez eux (elles), dans leurs ateliers, pour faire connaissance avec leurs œuvres. Les 200 artistes qui participent à ces journées sont ancrés dans le quotidien de leur quartier et soutiennent activement les luttes des habitants contre les promoteurs immobiliers. Ils veulent préserver leurs logements, bien sûr (beaucoup d'ateliers sont menacés de disparition), mais surtout, la richesse culturelle de ces quartiers où vivent des gens venus du monde entier. Des musiciens, des danseurs et des comédiens se joindront aux plasticiens pour proposer des spectacles dans les cours ou les bistros.

Sylvie. - groupe Pierre Besnard

Journées portes ouvertes des artistes de Belleville: les 23, 24, 25 et 26 mai de 15 heures à 21 heures. Les plans du quartier avec les adresses des ateliers seront disponibles aux deux points d'accueil: 2, bd de la Villette; bus podium EDF, place des fêtes.

CHANSON

Serge Utgé-Royo

LOIN DE « (SE) COUCHER, saltimbanque fini, sur les planches dernières », Serge Utgé-Royo revient pousser son chant par chez nous. Même s'il est difficile de parler d'un retour. Car Utgé-Royo fait partie de la famille, celle qui refuse le « carnaval de feu » et qui sait qu'il faut « saluer, de la main et des yeux, les hommes et les femmes de chaque continent », et dans un coin de notre tête, il y a parfois quelques uns de ces mots qui traînent. « Amis, dessous la cendre, le feu va tout brûler... » ; par ces temps de braise, je l'ai souvent entendu ce refrain dans le magnéto de mon crâne. Serge Utgé-Royo est toujours sur la route, quelque part, entre Liège et Paris, « vivant dans un lit de brouillards », à écrire ou à chanter. « Inخورablement, la vie pointe sa vie » et l'auteur nous apporte ses mots.

Voici donc dans ce printemps quatre-vingt-dix-sept, la sortie de « Cinq cents hivers », fruit d'une collaboration visiblement fraternelle avec Jacques-Ivan Duchesne qui a signé la musique de treize des seize chansons de ce nouvel album de Serge Utgé-Royo. Un album qu'il présentera au public le 28 avril prochain pour un concert exceptionnel sur « les planches saluaires » du Trianon à Paris. Ces planches où Utgé-Royo a besoin de tenir bien debout pour y « dessiner (ses) mots » et venir partager avec ses « compagnons de rimes et de notes » (il était accompagné ce soir-là par Jack Thyssen et évidemment par Jacques-Ivan Duchesne), « des instants merveilleux d'émotion ».

Ses mots, Utgé-Royo les donne à son public. Qu'il s'agisse de la colère ou de l'espoir, de la peine ou de la tendresse, il nous chante qu'il « il faudra bien tout partager ». A commencer peut-être par nos « histoires ». Histoires d'enfance, un des thèmes très présents dans ce nouvel album. Ce sont ici « les gamins qui tiraient les sonnettes », mêmes qu'on devine sortis tout droit d'une photo de Doisneau, ou d'ailleurs des enfants qui nous rappellent plus la une sanglante d'un quotidien à « la grimace étranglée ». Celle d'un enfant du désert collé sur un mur blanc, les yeux gris de terreur. « La vie est une erreur » nous chante Utgé-Royo, une erreur qui nous balance entre « joie distraite » ou « désert des peines ». « Petits bonhommes de la lune », « navigateurs de caniveaux », les enfants y sont un

peuple innocent, victime facile du Pouvoir. « Garde-toi, petit homme, de trop nous ressembler ! » prévient Utgé-Royo. A son « petit loup » qu'il berce du côté de Liège, il reflète sa tendresse. Et c'est sans doute dans cette respiration dans l'enfance, qu'il puise la force de se tenir « loin des grands troupeaux » et de lutter contre l'oppression. Contre « cet entassement de misère et d'ennui », « cette solitude au milieu des vivants » qu'est la vie de ces « Tristes cités » (une chanson qu'on entendra aussi dans « Un monde sans mal », le prochain film de Med Hondo) ou contre ces *Cinq cents hivers* d'oppressions qui étouffent les Indiens d'Amérique. « Il fait soleil sur ma planète » mais la lumière n'est peut-être pas si bonne que ça. La vie est une actualité qui passe et dépasse sur le petit écran. Qu'importe ce qui se passe ici ou ailleurs, au Nicaragua ou dans quelque cité anonyme, « la télé bavarde », « les radios matraquent » et « les écrans mornes nous plantent les bornes de nos désirs flous ». « Désirs flous », nos désirs fous, ce sont « (ces) fleurs qui poussent dans (nos) yeux ». « Malgré la mort qui chante sur tous les continents », et justement pour ça, on sent bien, on sait bien qu'il « faut retrouver le temps des escapades », ces « lentes respirations dans le jour qui s'envole », retrouver bien sûr « le temps des cerises venant chaque soir planter la Commune qui ne pousse pas... ».

Il y a parfois cette petite musique nostalgique qui effleure le long des textes de Serge Utgé-Royo, parfums d'enfances ou d'insurrections, il y a souvent l'utopie, cet espoir dans le noir, cet éclairage particulier qui fait que l'on se tient debout un peu plus droit, il y a toujours cette ferveur qui fait la force de son chant, un chant où les mots, la poésie, la musique sont des armes de résistance. Quand la chanson s'arrête, quand le spectacle est fini et quand tombe le rideau, alors « c'est l'instant de se faire des signes ». C'est à ce moment là, qu'on se prend à rêver Camarade que « cinq cents hivers » annonce dans la clameur de nos voix mélangées mille printemps.

Pascal Didier

Cinq cents hivers (16 nouvelles chansons). CD en vente à la librairie du Monde libertaire 126 F (+12 F de frais de port, par correspondance).

Lumières noires de Leopardi

NÉ EN 1798, DANS LES ÉTATS de l'Église, d'une mère bigote et d'un père réactionnaire qui le destinait à une carrière ecclésiastique, Giacomo Leopardi est sans doute l'un des esprits les plus libres qu'ait connus l'Italie de son temps. Après une enfance qui se fêlait entre les murs de la bibliothèque paternelle où il acquiert cependant une prodigieuse érudition, à vingt ans, il perd définitivement la foi et tente de fuir l'étouffant foyer familial. Lorsqu'il y parviendra peu d'années

plus tard, il aura écrit quelques uns des plus beaux poèmes de la littérature italienne. Il mènera dès lors dans des conditions précaires une vie errante à travers l'Italie, écrivant beaucoup, mais publiant peu (la plus grande partie de son œuvre paraîtra après sa mort). Lors du soulèvement populaire de 1831, les insurgés de sa ville natale le nomment représentant à l'Assemblée de Bologne, mais le soulèvement est écrasé par les Autrichiens. Il part s'installer à Naples où il mourra, probablement de phthisie, en 1837.

Célébré surtout pour sa poésie, Leopardi est également un philosophe original en qui Nietzsche a reconnu un précurseur. Allant au-delà de la critique antithéologique d'un d'Holbach ou d'un Diderot, Leopardi ne récusé pas seulement la croyance en Dieu, mais en toute idée qui se glisserait subrepticement dans le suaire du fantôme divin et renouvellerait sous d'autres formes l'imposture religieuse. Ainsi en est-il par exemple du mythe du progrès qui commence à la faveur de l'expansion capitaliste à s'imposer en ce début du XIX^e siècle. Héritier des Lumières dans la mesure où il rejette l'emprise de la métaphysique et de la théologie sur le monde, Leopardi s'en éloigne par son refus de voir dans le triomphe de la raison la solution aux maux qui accablent l'humanité. Son matérialisme conséquent le conduit à mettre en cause les valeurs les plus reconnues, l'illusion du libre-arbitre et même la nécessité de l'existence de l'homme, et fait de lui un moraliste noir dont la parole se tient à mi-distance entre le désespoir féroce de Sade et le grand rire dionysiaque de Nietzsche.

Joël Gayraud

Œuvres de Leopardi disponibles :

Aux éditions Allia : *Pensées, Petites œuvres morales, Le Massacre des illusions, La Théorie du Plaisir, Théorie des arts et lettres, Journal du premier amour.*

Aux éditions Mille et une nuits : *Éloge des oiseaux.*

Aux éditions Aubier : *Chants.*

Joël Gayraud sera l'invité de Radio libertaire vendredi 16 mai à 13 h 30 dans l'émission *Pensées à débattre*.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 16 mai à 13 h 30 :

Antenne sociale débattre de l'engagement des travailleurs sociaux avec Jean-Claude Plaut et Monique Crinon.

samedi 17 mai à 11 h 30 :

Chronique syndicale recevra des marcheurs de la Marche européenne contre le chômage.

samedi 17 mai à 19 h 30 :

Tribuna latinoamerica recevra des militants de Ya basta ! pour annoncer la deuxième réunion intergalactique en Espagne (été 1997).

dimanche 18 mai à 20 h 30 :

Jazz en liberté programme Antony Braxton, Eric Dolphy, Jef Sicard, Roscos Mitchell, Willem BreukerKollektief et Mondriaan Strings.

mercredi 21 mai à 20 h 30 :

Ras les murs recevra Roland Agret auteur de « La voyoucratie au service de la démocratie ».

Librairie du Monde libertaire

145 rue Amelot, 75011 Paris

expo photo "manifs"

du 5 au 31 mai

Droits de l'Homme ou droits à la bavure ?

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le Monde libertaire du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Rappelez-vous notre chronique publiée dans le Monde libertaire de la semaine passée. Il y était question de flics éméchés...

En ce mois de décembre 1994, le 20 très exactement, nous sommes à Manosque. Un CRS tue un jeune ouvrier algérien d'une balle en pleine tête. La famille ne sera prévenue qu'avec douze heures de retard.

Selon les militants locaux de SOS-Racisme, le jeune homme sortait d'un bar, légèrement émêché, et il a pris la fuite lorsqu'une patrouille de CRS a voulu contrôler son identité.

D'après les premières constatations du médecin légiste, rapportées dans Libération et Le Monde des 22 et 24 décembre 1994, « [...] le coup aurait été porté à bout touchant... Un témoin affirmait même qu'il n'y avait eu « aucune sommation ni coup de sifflet, mais seulement cette exclamation après le coup de feu : « Merde, on l'a touché ! »

Le 23 décembre 1994, le secrétaire national du syndicat des CRS (affilié au SIPN) déclarait tranquillement : « Ce dramatique incident met en lumière une grave dérive dans l'emploi de nos compagnies... »

Tiens... Tiens ! Quand les flics sont éméchés, ils font parler la poudre. Quand un jeune « beur » est émêché, c'est encore les flics... qui tirent !

Après tout, ça paraît logique puisqu'ils se baladent avec des flingues et qu'ils peuvent bavard dans une relative impunité...

Quant à ce triste exploit d'une fin décembre 1994, le Père Noël en tunique bleue de Manosque le réalisa grâce à la cheminée de son flingue...

Peu de temps après, en janvier 1995, Charles Pasqua menait campagne pour Édouard Balladur. Il prit la parole le 24 janvier à Paris, devant un parterre d'environ 1500 commissaires...

La consigne (de vote) allait tomber sans équivoque, pareille à la baffe du « keuf » qui tombe sur la gueule du quidam, c'est ce que rapporta Libération du 25 janvier 1995 : « Il faut durcir la cuirasse pour économiser le glaive... »

Qu'à cela ne tienne, il ne manque pas de « gardiens de la paix » prêts à nous faire « la guerre ». Et « le glaive », ils savent économiser. Il suffit pour eux de viser à la tête. Une seule balle suffit alors pour stopper net l'élan d'une vie. Ils ne contrôlent alors qu'un mort... mais une balle ça va pas chercher bien cher... Y a pas de petite économie ! Ou bien les coups remplacent le flingue : L'huile de coude... c'est gratis.

Un exemple emprunté à Libération du 8 février 1995 nous éclaire sur les économies prônées par Tartarin Pasqua. Le 7 février 1995, à la station de métro Trocadéro, un usager tente de s'interposer car, selon lui, les policiers dépassent les limites du raisonnable. Ce qui lui vaut un passage à tabac... Pensez, il se mêle de ce qui ne le regarde pas... Et il est martiniquais, phénomène certainement aggravant pour les « keufs » du cru.

Le lendemain il racontera : « Ils se sont jetés sur moi, m'ont menotté dans le dos, serré la nuque et la mâchoire, en me tapant la tête contre les murs et la porte vitrée... ». Traîné hors du métro et contrôlé dans le fourgon, l'homme sera relâché car « il n'y a pas de problème ». Sauf pour ce dangereux contestataire qui pense indispensable de relever le numéro minéralogique du véhicule. Les CRS interviennent à nouveau et lui filent une « branlée » pour une telle impertinence. A même le sol cette fois, avec des propos du genre : « Vivement les élections, on pourra enculer des gens comme toi... ». Au commissariat du 16^e la plainte ne fut pas enregistrée... Pas plus dans les postes alentour... L'inspection générale de la police ouvrit... une enquête.

Droits de l'Homme éruca jadis Pasqua... Les flics pensèrent alors : les Martiniquais sont-ils des hommes ? Dure controverse comme jadis à Valladolid... Et pendant tout ce temps, ils bavent... Ils bavent les fonctionnaires au dessus de tout soupçon.

Allez, à la semaine prochaine, ça bavera encore...

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

LYON

Chronique de la répression lyonnaise

TOUT A COMMENCÉ le 23 avril à 6 heures du matin avec l'expulsion simultanée par le GIPN et les CRS de deux squats, la « Casa Félix », lieu d'habitation et la « Mauvaise pente », lieu d'activité « en opposition aux rapports de pouvoir et de profit », fonctionnant tous deux avec l'autogestion comme moteur.

En réponse, une manifestation « contre la casse des quartiers, contre la justice des riches, contre la spéculation immobilière et contre les expulsions », a eu lieu vendredi 25 avril à Lyon.

Cette manifestation s'est terminée sans heurts mais sous la pression constante de la police, avec l'occupation de l'ancienne banque Barclays, superbe bâtiment vide situé devant l'Hôtel de ville de Raymond Barre et l'élitiste Opéra de Lyon.

Plus d'une heure après le départ des dernières personnes, une première interpellation a eu lieu : plusieurs policiers en civil ont arrêté sans raison un manifestant rentrant chez lui. Celui-ci n'a pas résisté mais se retrouve aujourd'hui inculpé de « coups et blessures sur trois agents des forces de l'ordre ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à huit jours ».

Une dizaine de personnes est alors allée devant le commissariat pour attendre sa sortie. Là, sans aucune raison, des policiers en civil ont chargé jusqu'à l'intérieur d'un café, frappant plusieurs individus et interpellant une seconde personne (inculpée aujourd'hui d'inscriptions sans autorisation sur bâtiment public) puis un troisième qui essayait calmement de s'interposer (elle est inculpée également de « coups et blessures sur un agent »)... Ces arrestations ont été suivies de coups et d'insultes, à l'intérieur même du commissariat, ce dont témoigne des certificats médicaux.

Il convient de s'interroger sur les motifs qui ont poussé la police à agir de telle sorte, aussi bien dans le déroulement violent des interpellations et des détentions que

dans le caractère mensonger des accusations de violence à agent. Il n'apparaît comme hypothèse crédible à cette attitude qu'une volonté de criminaliser, discréditer, et décourager celles et ceux qui soutiennent ou revendiquent les occupations illégales de locaux. Les exemples récents du mouvement de novembre-décembre 1995, de la lutte des sans-papiers ou des ouvriers de Renault-Vilvorde illustrent aussi cette situation qui relève d'un État policier.

Par ailleurs, c'est également dans le travail quotidien de la police que se manifeste ce type d'attitude, aux conséquences graves pour les personnes concernées (insultes, coups, humiliations, voire viols et meurtres...). Le procès de ces trois personnes aura lieu le 12 juin à 14 heures au palais de justice de Lyon.

Il est inutile de rappeler ici les nombreux frais qu'occasionne une affaire comme celle-ci. Nous avons besoin d'argent pour les frais de justice des trois inculpés, mais aussi pour tout le travail de dénonciation de l'État policier (affiches, débats, actions...).

Vous pouvez participer à cette lutte en envoyant des lettres de soutien, individuelles ou d'associations demandant la relaxe des trois inculpés, en faisant circuler l'information, notre pétition...

D'autres collectifs de soutien aux inculpés ou victimes de violences policières existent en France, et il ne fait malheureusement nul doute que d'autres vont être amenés à se créer en réponses aux attaques policières de plus en plus courantes contre les mouvements sociaux. Reste à nous organiser, à former des réseaux locaux et nationaux, pour mettre en place une résistance efficace.

Collectif contre les violences policières.

Pour tout contact : Collectif contre les violences policières, c/o CCO, 39, rue Georges Courteline, 69001 Villeurbanne.
Pour le soutien financier : chèques à l'ordre de « La Gryffe » (mention CCVP)

BESANÇON

Quand Proudhon fait le pont

EN CE PREMIER DIMANCHE de mai, les militants du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste de Besançon ont mis en pratique le « droit à la paresse ». Un repos plutôt mérité après les quatre jours d'animations prévus pour faire de ce Premier Mai un rendez-vous résolument libertaire. Toute une série de rencontres qui ont réuni chacune plusieurs dizaines de personnes et auxquelles s'étaient associés les anarchosyndicalistes de la CNT-AIT du Doubs.

Un Premier Mai, dans la rue bien sûr, sous le soleil et sous une banderole noire qui appelait à « agir au lieu d'être » afin d'en « finir avec l'exploitation ». Militants et sympathisants de la FA et de la CNT-AIT se sont retrouvés en nombre (suffisamment pour que l'équipe de France 3 s'intéresse à ces

anars qui se sont levés tôt...) pour faire entendre une voix différente des traditionnels « mots d'ordre » de ce type de défilé. Quand la bruyante sono de la CGT cause du travail et de la santé, il est ici question de l'abolition du salariat. Par leur présence, les anarchistes tiennent à rappeler qu'il faut opposer « la répartition égalitaire des richesses à la société de classe, la socialisation des moyens de production à la propriété privée, la gestion directe de la société à l'État, la solidarité internationale au patriotisme ».

De tout cela, il en a été beaucoup question la veille au soir, au cours d'une rencontre publique qui avait pour objectif de montrer que pour « changer la société », il existait la « voie libertaire ».

Dans la rue, c'est cette alternative qui vient défendre les manifestants réunis autour du drapeau noir, « Contre

le fascisme et la misère, c'est la lutte sociale qui est nécessaire », « Ni Dieu ni maître, ni nationalité »... On marche, on gueule, on cause... Et même si les anars sont en queue de ce cortège presque unitaire, les nombreux slogans antifascistes sont un ciment qui unit (même si cela n'est pas assez perceptible) tous les manifestants. C'est la sensation (depuis ce grand mouvement contre le loi Debré) qu'on est tous embarqués sur la même barque et qu'il va bien falloir malgré nos divergences et nos engueulades nous serrer un peu les coudes si on ne veut pas être broyé par la Bête. Il y a là des syndicalistes (CGT, SUD, FSU, FEN, UNEF-ID...), des écolos, des militants d'Alternative libertaire, des membres de la LICRA et de Ras l'Front, des membres de la Marche européenne contre le chômage, la précarité et les exclusions...

Après la manifestation, nous étions plus d'une centaine à nous retrouver autour des tartes, des salades, des quiches, des petits plats préparés par les copains. Un moment de rencontre essentiel, un buffet froid plein de chaleur de l'échange et du plaisir de se retrouver ensemble. Le lendemain, le public avait rendez-vous avec Christian Leduc pour un tour de chant, suivi d'un concert de musique latino. Et la projection de « Land and Freedom », le film de Ken Loach sur la révolution espagnole.

Un Premier Mai actif qui a montré une nouvelle fois la présence forte du mouvement libertaire dans la ville de celui dont un panneau de rue précise pudiquement la seule qualité de sociologue, Pierre-Joseph Proudhon, un des théoriciens de l'anarchisme.

Pascal Didier

Premier Mai à Rennes

La manifestation du 1^{er} Mai à Rennes a rassemblé quelque 1500 personnes :

CGT, SGEN/CFDT, LO, MJS, Ras l'front... mais aussi 500 libertaires (FA, CNT, SCALP, AL, MESSE - féministes- et individuels). Nous représentons donc un bon tiers du cortège, dont 200 derrière la banderole FA, d'autant que les camarades des groupes de Vannes et Lorient avaient rejoint ceux des groupes de Rennes.

Notons, pour l'anecdote, la présence indésirable du « Parti Humaniste » (secte notoire). Un camarade ayant judicieusement amené du matériel anti-sectes (tracts, autocollants...), l'info fut vite répandue quant à la véritable nature de ces « humanistes » : anarchistes et syndicalistes ont donc convergé vers le stand du PH, demandant plus ou moins délicatement aux adeptes de déguerpir...

C'est sur le terrain, donc, dans le cadre d'un 1^{er} mai, dans un contexte de luttes sociales, que les jalons unitaires se posent : contre l'État, contre les patrons, contre les fascismes sectaires et de parti.

groupe La Commune - Rennes

La liberté d'expression en danger

L'ordre moral n'est pas un fantasme. La mise en pratique de cette politique n'est plus du seul fait de l'extrême droite, mais aussi du gouvernement et d'élus qui prétendent lutter contre le FN en appliquant ses idées. Jean-Marie Le Pen et le ministre de l'Intérieur attaquent *Le Monde libertaire*, mais c'est la presse d'opinion qui est visée. Si notre journal est condamné, c'est la liberté d'expression qui est remise en cause.



* Chaque jeudi dans les kiosques, 10 F.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Proche front antifasciste contre le Monde libertaire le 6 mai à 13 h 30, 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.
Proche ministre de l'Intérieur contre le Monde libertaire le 23 juin à 13 h 30, 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Affiche éditée par la FA. Format 40 x 60 cm. 50 F les 100 ex. (port compris). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèques à l'ordre de Publico

A G E N D A

jeudi 15 mai

DIJON : Un cortège libertaire se formera à l'occasion du passage de la Marche européenne contre le chômage, la précarité et les exclusions à 18 heures, place du Barenzai.

vendredi 16 mai

MARSEILLE : Rendez-vous à 14 heures devant le palais de justice afin de soutenir Gérald, Philippe et Pascal, trois des 14 inculpés à l'issue d'une manifestation pacifique contre Le Pen.

NANTES : Le Local (16, rue Sanlecque) organise un débat sur les élections législatives à 20 h 30.

samedi 17 mai

LILLE : Manifestation organisée par le Comité des sans-papiers place de la République à 15 heures pour la libération des camarades emprisonnés et le retour des expulsés.

vendredi 23 mai

MARSEILLE : Rendez-vous à 14 heures devant le palais de justice (oui, encore !) afin de soutenir Sébastien, Jérôme et Jérôme, trois des 14 inculpés à l'issue d'une manifestation pacifique contre Le Pen.

NANTES : Le Local (16, rue Sanlecque) organise à 20 h 30 une conférence intitulée : *Quelle stratégie antifasciste aujourd'hui ?*

TOURS : Fête de soutien à Alexis, objeteur-déserteur, organisé par le Comité de soutien aux réfractaires de Tours, à 21 heures à Utopia, 32, rue Carnot.

samedi 24 mai

LILLE : La Marche internationale contre le chômage, la précarité et l'exclusion arrive à Lille à 15 heures, place Barthélémy Dorez (M^e Porte des postes). Une soirée festive sera organisée après la manifestation (renseignements au 03 20 56 96 10).

LYON : Débat à la Pume noire, autour du thème *qu'est-ce que l'anarchisme ?*. A 15 heures, 19, rue Pierre Blanc.

BELGIQUE : Un barbecue (au bénéfice de l'école libertaire Bonaventure) est organisé par les amis d'Alternative libertaire dans une vieille ferme brabançonne (40 km de Bruxelles, 35 km de Namur). On y discutera et on y mangera (y compris végétarien). Il faut bien sûr réserver... auprès d'Alternative libertaire, B.P. 103, 1050 Ixelles 1.

SAINT-OUEN (93) : Une rencontre autour de George Orwell est organisée par le groupe Henri Pouillaille de la FA et l'association Le vent du Ch'min. A 16 heures : projection d'un documentaire sur Orwell ; 17 heures : débat, avec J-J Gandini ; 18 h 30 : *La Ferme des Animaux* (dessin animé) ; 20 heures : buvette et restauration ; 20 h 45 : *Surprise* (film) et chansons (Les partageux de la Commune) ; 21 h 40 : *Land and Freedom* de Ken Loach. Tout cela au 31, rue Farcot (M^e Garibaldi). Entrée gratuite.

TOURS : Rassemblement antimilitariste à 15 heures place Jean-Jaurès ; à 20 h 30 : nuit de la vidéo antimilitariste à Utopia, 32, rue Carnot.

dimanche 25 mai

TOURS : Suite du week-end antimilitariste à Utopia (32, rue Carnot) avec des débats à partir de 15 heures et une expo sur les accidents à l'armée.

jeudi 29 mai

EVREUX : Une chaîne humaine entre le commissariat de Police d'Evreux et la préfecture de l'Eure se mettra en place à 17 heures, en soutien à Frédéric Nzau Nsumbu (sans-papiers).

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat sur anarchisme et marxisme avec Ronald Creagh, à 20 h 30 à l'Antre-Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.